

ligne de conduite des États-Unis. Leur politique consiste,—on le voit à présent,—à apaiser les nations arabes. Au cours des derniers mois, les États-Unis se sont dirigés vers cet objectif, prenant de nombreuses dispositions pour obtenir l'appui des nations arabes, y compris l'Égypte, au risque de perdre leurs meilleurs amis, le Royaume-Uni et la France. Ils ont écarté ces deux nations de leur chemin.

On a, sans doute, le droit de se demander dans quelle mesure les intérêts pétroliers jouent un rôle dans la politique américaine. Quelle qu'elle soit, cette politique est leur affaire, et non la nôtre; mais le Gouvernement canadien devrait reconnaître la politique des États-Unis pour ce qu'elle est, et je crois qu'il devrait faire preuve de beaucoup plus de prudence dans l'appui qu'il accorde si vigoureusement depuis quelques mois aux États-Unis en ce qui concerne leurs opérations au Proche Orient. Or je ne crois certainement pas que les États-Unis et le Canada aient bien compris ce qui se passe réellement dans cette région. Ce sont à peu près les deux seuls pays au monde qui n'aient pas regardé bien en face les événements qui se déroulent au Proche Orient; il est temps que le Gouvernement canadien, du moins, ouvre les yeux.

L'autre erreur du Canada a été de laisser Nasser l'humilier. Que le Gouvernement estime ou non que nous avons subi une humiliation, la population du Canada pense que tel a été le résultat. Nous savons ce qui est arrivé au *Queen's Own Rifles*. Point n'est besoin de répéter cette histoire. Le Gouvernement n'a pas encore admis que le *Queen's Own Rifles* avait été renvoyé à ses quartiers, parce que Nasser n'en voulait pas en Égypte. Apparemment, le Gouvernement est le seul à ne pas le penser et c'est qu'il ne veut pas l'admettre de crainte des critiques qui en résulteraient. A vrai dire, actuellement, nous ne faisons encore qu'acheminer ces renforts en Égypte, après que les Égyptiens eurent retardé ce mouvement de troupes durant quelques jours et après beaucoup de pourparlers entre les deux pays afin d'obtenir le consentement de l'Égypte. Je puis m'imaginer facilement les efforts fiévreux déployés au Caire par l'ambassadeur du Canada et les hauts fonctionnaires de l'ONU pour persuader Nasser d'autoriser l'envoi de ces 120 hommes de troupes dans l'enclave de Gaza. Cette condescendance étonnante à l'égard de Nasser, qui s'est manifestée durant toute cette comédie, ne mènera jamais notre pays nulle part et jure avec le caractère du peuple canadien.

En guise de conclusion, monsieur l'Orateur, je dirai que nous ne nous excusons pas d'avoir amorcé à la Chambre un débat sur ces questions. Tout le régime parlementaire britannique vit de ces vigoureux échanges de vues.

Notre régime parlementaire ne consiste pas à faire prendre toutes les décisions au Gouvernement, ni à lui faire annoncer toutes les nouvelles, pour que le reste de la population les accepte sans broncher. Voilà le système russe et le Gouvernement s'est trop avancé dans cette direction où un seul parti mène la barque à l'aide d'un solide bloc de votes.

Nous ne nous excusons pas de soulever ces questions. Nous croyons que le parlement ne peut bien fonctionner que de cette manière et nous croyons que les journaux du pays et les Canadiens ont droit à l'avantage d'un débat sur cette question et sur tous les autres problèmes, à la suite de quoi on pourra exposer tous les aspects des faits; une telle méthode permettra beaucoup plus vraisemblablement d'adopter des programmes au mieux des intérêts du pays.

M. Colin Cameron (Nanaïmo): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention de parler très longtemps parce que je veux laisser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures la chance de donner la réplique, mais il y a une chose ou deux qu'à mon avis il y a lieu de signaler.

Comme la plupart des autres députés, sans doute, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les discours des députés de l'opposition officielle, mais je m'y suis intéressé particulièrement à cause de quelque chose qui s'est passé l'an dernier lorsque, vous vous le rappellerez peut-être, l'opposition officielle a présenté un amendement à la motion primitive du débat sur les Affaires extérieures, le 31 janvier. A ce moment-là, le groupe de la CCF par la voix de l'honorable député de Rosetown-Biggan a présenté un sous-amendement. L'amendement conservateur réprouvait alors la politique du gouvernement autorisant l'envoi de munitions à des pays de cette région qui ne font pas partie de l'OTAN et condamnait aussi le Gouvernement pour le manque de franchise avec lequel il avait traité cette question à la Chambre. Le sous-amendement proposé par la CCF se lisait ainsi:

Que cet amendement soit modifié en y insérant immédiatement après le mot "OTAN" les mots suivants:

"sans, en même temps, s'assurer qu'en cette région la paix serait garantie soit par les États-Unis soit par les puissances qui ont signé l'accord tripartite de 1950, c'est-à-dire les États-Unis, le Royaume-Uni et la France".

C'est une question qui ne manque pas d'intérêt. En effet, le 1^{er} février, la Chambre s'est prononcée sur le sous-amendement. Parmi ceux qui se sont opposés à ce que les Nations Unies soient chargées d'assurer la paix dans cette région, ou à un organisme tripartite de puissances, je relève les noms du député de Prince-Albert (M. Diefenbaker) et de Vancouver-Quadra (M. Green).